

Zaki Laïdi

L'illusion de la démocratie facile a vécu

Propos recueillis par et Bernard Poulet - 01/09/2008 - L'Expansion

Le temps où Francis Fukuyama annonçait la fin de l'histoire par l'avancée irrésistible de la démocratie libérale est derrière nous. La vague de démocratisation engagée il y a une trentaine d'années touche à sa fin, explique Zaki Laïdi, professeur à Sciences Po-Paris et l'un des fins connaisseurs des phénomènes de la mondialisation (il a notamment publié *Un monde privé de sens*, Fayard, 1994, et *Le Temps mondial, Complexe*, 1997).

Dans la revue « Le Débat » (mai-août 2008), vous parlez de « la fin du moment démocratique »...

Avec la chute du mur de Berlin, le modèle communiste a fait la preuve de sa faillite, et la démocratie est apparue comme l'horizon indépassable de la modernité politique. Elle s'accompagnait de la redécouverte du marché, qui trouvait une nouvelle dimension avec la mondialisation. D'autant que l'absence de démocratie semblait être l'une des raisons de l'échec économique de l'URSS. Ce moment démocratique avait été annoncé par la chute des dictatures en Amérique latine, dans les années 80, et il s'est concrétisé avec la démocratisation de l'Europe orientale.

Mais cette « redécouverte » de la démocratie a donné lieu à la construction idéologique d'une démocratie de marché comme état du monde nécessaire et sans guère d'alternative. L'illusion fut de croire qu'on avait affaire à une progression inéluctable, sous prétexte qu'il n'y avait plus d'alternative. Ce fut aussi d'imaginer que l'extension de la forme démocratique aurait la même signification partout, et qu'elle jouerait forcément en faveur de l'Occident.

Je ne dis pas que la démocratie est une illusion, ni que l'idée démocratique n'avance pas dans le monde, ou qu'elle a perdu sa légitimité. Au contraire, l'aspiration à participer à la vie de la cité progresse partout. Je pense à cette photo où, à l'occasion d'élections en Egypte, on voyait une femme qui essayait de passer par une fenêtre pendant que des policiers bloquaient l'entrée d'un bureau de vote. Elle voulait, par son vote, exprimer son rejet du pouvoir en place.

L'intervention américaine en Irak marque-t-elle la fin de ces illusions ?

En Irak, le messianisme démocratique s'est heurté à des résistances inattendues. Les Américains ont dû réaliser que le contraire de la dictature n'est pas forcément la démocratie. Ils ont oublié l'histoire, et notamment ce fait que les pays d'Europe de l'Est, brandis comme modèles, avaient eu un passé démocratique. Il ne suffit pas de vouloir la démocratie pour qu'elle s'installe. La première condition, c'est l'existence d'un démos, d'une communauté politique se reconnaissant comme telle, dans son unité et dans ses frontières, dans l'espace et dans le temps.

La deuxième condition, c'est la souveraineté du peuple et la souveraineté nationale. En Europe orientale, la conjonction de ces deux facteurs explique le succès de la démocratisation. Souveraineté du peuple et souveraineté nationale ont coïncidé dans le temps et s'inscrivaient dans le même projet. La démocratie exprimait le retour de ces pays à l'indépendance, d'autant que l'occupant, l'Union soviétique, était porteur de valeurs antidémocratiques. Et les élites étaient porteuses de ce projet de retour à la souveraineté nationale et politique.

Enfin, il faut un Etat. Une démocratie sans Etat n'est pas possible. Le cas d'Haïti est emblématique. Malgré une indépendance ancienne, ce pays n'est jamais parvenu à se doter d'un Etat, et le pouvoir a longtemps été détenu par des élites parasitaires pour qui la force - les milices des fameux « tontons macoutes » - était le seul moyen de contenir une population paupérisée. L'organisation d'élections sous la pression internationale n'a rien réglé, faute d'Etat. Et le président élu Aristide a fini par gouverner avec ses propres milices. Haïti est victime de l'absence d'un Etat et d'un consensus minimal entre les élites.

Quel a été le rôle des élites locales en Irak ?

Souvent, des élites en conflit entre elles peuvent tomber d'accord sur un projet démocratique parce que aucune n'est sûre de l'emporter. En Irak, c'était le contraire. La majorité chiite, même divisée, n'avait aucun doute sur sa suprématie, et elle a refusé de partager le pouvoir avec les autres communautés. C'est pourquoi les élections, démocratiques dans la forme, ont été en réalité des « élections démographiques », les chiites, les sunnites et les Kurdes votant chacun pour leur communauté. L'intervention américaine était probablement souhaitée par la majorité des chiites parce que c'était le seul moyen de se débarrasser de Saddam Hussein, mais il n'y avait pas de tradition démocratique. Ce n'est pas une question « culturelle », car on retrouve la même difficulté en Bosnie, où l'on a encore une fois une démocratie sans démos, sans communauté politique se reconnaissant comme telle. En Bosnie, au Kosovo ou au Timor-Oriental, la démocratie est surtout un moyen d'obtenir une légitimité internationale - et les crédits qui vont avec.

Il a fallu aussi se rendre compte que les élections ne suffisaient pas à garantir la démocratie.

Dans une grande partie du monde, on constate une disjonction entre la démocratie comme procédure - disons les élections - et la démocratie comme

Zaki laïdi

Fondateur du site de réflexion Telos-eu, Zaki Laïdi est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages sur les relations internationales, la mondialisation et l'Europe. Une nouvelle édition de « La Norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne » paraît en octobre aux Presses de Sciences Po.

culture. Souvent, l'exercice du droit de changer ses dirigeants ne s'accompagne pas du développement d'une

culture démocratique. Le meilleur exemple en est la Colombie, pays possédant une vieille tradition démocratique, le seul en Amérique latine à ne pas avoir connu de dictature militaire, et où la culture démocratique ne s'est pas installée, comme le prouve l'incroyable violence qui y règne.

Sans céder au culturalisme, il faut bien constater qu'il y a un problème particulier avec le monde arabo-musulman, non ?

En effet, dans le monde arabe, on ne trouve à ce jour aucun exemple de pays où les formes minimales de démocratie ont été respectées. Même dans ceux où sont organisées des élections, les obstacles au bon fonctionnement de la démocratie politique sont nombreux. Si l'Algérie a connu des élections libres, en 1991, elles ont abouti à l'arrêt du processus électoral devant les résultats du premier tour, qui donnaient la victoire aux islamistes. Quant au Liban, c'est un cas très particulier : si on y a respecté les procédures démocratiques, les contraintes ethnico-confessionnelles y conduisent à une juxtaposition de votes communautaires.

Pourtant, en Palestine aussi il y a eu des élections assez libres ?

Ce cas est intéressant. Les Occidentaux expliquaient les problèmes que rencontraient les Palestiniens par les blocages dus au régime non démocratique et corrompu de Yasser Arafat. Sous la pression internationale, on a procédé au transfert des pouvoirs du président de l'Autorité palestinienne vers le gouvernement, en supposant que des élections entraîneraient une normalisation. Mais on s'est réveillé avec une victoire du Hamas ! Et on ne l'a pas acceptée. Comme si les Occidentaux disaient : « On veut des élections, mais on veut choisir le résultat. » Cela a eu un effet catastrophique.

La démocratie n'a de chance de s'installer que lorsqu'elle apparaît comme la seule possibilité, ou du moins comme celle qui présente le moins d'inconvénients, notamment pour les élites politiques. Dans le monde musulman, cette configuration ne joue que lorsque les forces islamiques veulent se débarrasser des régimes autocratiques. Mais on n'a aucune garantie que ces forces, une fois au pouvoir, respecteront les règles démocratiques si ces dernières risquent de leur être défavorables.

La richesse économique est-elle une garantie de démocratisation ?

Loin de là. L'enrichissement de nombreux pays consécutif à la hausse du prix des matières premières est même un autre facteur tendant à clore le moment démocratique. Les dirigeants de ces « Etats rentiers » redistribuent une bonne partie de la richesse en échange d'une soumission politique de la population, dissuadée par tous les moyens de créer des sources autonomes de richesse. Ces dirigeants n'ont aucun intérêt à voir leurs pays se développer, puisqu'ils craignent l'émergence de forces sociales qui voudraient se faire entendre et qui pourraient menacer leur pouvoir. Si l'on veut asservir la population, il faut que celle-ci reste tributaire de l'Etat pour l'accès aux ressources. C'est pourquoi ils recourent à de la main-d'œuvre étrangère, par définition peu contestataire. Les Etats rentiers entravent structurellement toute constitution de société civile. Ce qui s'est passé en Russie depuis 2000 ne s'explique qu'en tenant compte de ce facteur, même s'il y a dans ce pays d'autres éléments importants, comme l'affirmation de la souveraineté politique russe face à l'Occident.

La démocratisation n'est-elle pas de plus en plus interprétée comme un instrument de domination employé par l'Occident ?

Cette interprétation existe, mais il ne faut pas en déduire que le projet démocratique soit étranger aux sociétés non occidentales. Il s'y trouve aussi des forces qui aspirent à la démocratie, même si elles peuvent prendre des formes qui ne vont pas dans le sens des intérêts de l'Occident. Il faut également tenir compte du retour du sentiment national, qui s'exprime aussi à l'égard de ceux qui vous ont libéré. Cela rappelle la campagne d'Egypte de Bonaparte : quand il arrive, il dit qu'il vient délivrer les Egyptiens du joug des Mamelouks. Comme les Américains en Irak avec Saddam Hussein. Il a fait découvrir aux Egyptiens leur appartenance à une nation, ce qui a abouti à l'échec de son opération !

Que pensez-vous de la politique étrangère française en matière de démocratisation ?

Elle n'a manifestement pas été pensée. Au moment de son élection, le président de la République annonçait que la France allait être le fer de lance de la liberté des peuples et des droits de l'homme, mais, un an plus tard, il est revenu à une gestion très classique de la diplomatie française. Il en rajoute parfois, comme quand, lors de son voyage à Tunis, il déclare qu'on n'a pas de leçons à donner au reste du monde. C'est le retour de la vieille tradition du Quai d'Orsay, qui ne respecte que les gouvernements en place. Pourtant, entre l'intervention militaire « idéologique » et la realpolitik, il y a beaucoup de possibilités. On peut ainsi discuter avec les opposants. La diplomatie française montre beaucoup de réticences à l'égard de tels contacts, à l'inverse d'autres pays, notamment les Etats-Unis.